Administrative files

Claims
c/ADM/630/1- Sabena Duty on Watches

20/03/1961 - 16/04/1962

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UN ARCHIVES
SERIES S-0731
BOX 14
FILE 3
ACC. DAG 13/1.6.1.0

6 Avril 1962

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer sous ce couvert la photocopie d'une lettre en date du 12 septembre 1961 de la SABENA relative à une requête en remboursement de droits de douane qu'elle estime avoir indûment payés pour compte d'un contingent des forces de l'ONU au Congo.

Les circonstances sont telles qu'il est absolument impossible de considérer que l'Organisation puisse prendre à sa charge les frais de dédouanement déjà payés dans ce cas par la SABENA étant donné que le Service de l'Intendance ONUC avait refusé son attestation autorisant la franchise en faveur de l'importation. Il ne peut faire aucun doute non plus que la bonne foi du transporteur, la SABENA, a été surprise quand le dédouanement de la marchandise a été autorisé sur la base d'une attestation donnée par un officier d'un contingent des Forces de l'ONU qui n'avait aucune compétence de le faire.

La présomption demeure que les montres ayant fait l'objet de l'importation incriminée ne sont pas restées au Congo et qu'elles auraient bénéficié de la franchise des droits de douane si l'officier du contingent indonésien s'était souci de s'adresser au Service de l'Intendance de l'ONU au lieu de placer directement la commande.

Je sollicite votre haute intervention auprès de la Direction des Douanes pour obtenir que les droits soient remboursés à la SABENA.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

P. Habib Ahmed
Chef des Services Administratifs

Son Excellence
Monsieur A. Pinzi
Ministre des Finances
Léopoldville

votre lettre du 14/2/62
NM/CJ/104.450

cc: Monsieur J. Kinwani
Directeur des Douanes

SABENA, Direction d'Afrique
Léopoldville - Aérodrome

Projet de lettre

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquér sous ce couvert la photocopie d'une lettre en date du 12 septembre 1961 de la SABENA relative à une requête en remboursement de droits de douane qu'elle estime avoir indûment payés pour compte d'un contingent des forces de l'ONU au Congo.

Les circonstances sont telles qu'il est absolument impossible de considérer que l'Organisation puisse prendre à sa charge les frais de dédouanement déjà payés dans ce cas par la SABENA étant donné que le Service de l'Intendance ONUC avait refusé son attestation autorisant la franchise en faveur de l'importation. Il ne peut faire aucun doute non plus que la bonne foi du transporteur, la SABENA, a été surprise quand le dédouanement de la marchandise eut été autorisé sur la base d'une attestation donnée par un officier d'un contingent des Forces de l'ONU qui n'avait aucune compétence de le faire.

La présomption demeure que les montres ayant fait l'objet de l'importation incriminée ne sont pas restées au Congo et qu'elles auraient bénéficié de la franchise des droits de douane si l'officier du Contingent Indonésien s'était soucié de s'adresser au Service de l'Intendance de l'ONU au lieu de placer directement la commande.

Je sollicite votre haute intervention auprès de la Direction des Douanes pour obtenir que les droits soient remboursés à la SABENA.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

H. Ahmed
Chef des Services Administratifs
del'ONU au Congo

Son Excellence
Monsieur A. Pinzi
Ministre des Finances
Léopoldville

c. c. : Monsieur J. Kinwani
Directeur des Douanes
Léopoldville

SABENA
Direction d'Afrique
Léopoldville-Aérodrome

(votre lettre du 14/2/62
WM/CJ/104.450)

Projet de lettre

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquér sous ce couvert la photocopie d'une lettre en date du 12 septembre 1961 de la SABENA relative à une requête en remboursement de droits de douane qu'elle estime avoir indûment payés pour compte d'un contingent des forces de l'ONU au Congo.

Les circonstances sont telles qu'il est absolument impossible de considérer que l'Organisation puisse prendre à sa charge les frais de dédouanement déjà payés dans ce cas par la SABENA étant donné que le Service de l'Intendance ONUC avait refusé son attestation autorisant la franchise en faveur de l'importation. Il ne peut faire aucun doute non plus que la bonne foi du transporteur, la SABENA, a été surprise quand le dédouanement de la marchandise eut été autorisé sur la base d'une attestation donnée par un officier d'un contingent des Forces de l'ONU qui n'avait aucune compétence de le faire.

La présomption demeure que les montres ayant fait l'objet de l'importation incriminée ne sont pas restées au Congo et qu'elles auraient bénéficié de la franchise des droits de douane si l'officier du Contingent Indonésien s'était soucié de s'adresser au Service de l'Intendance de l'ONU au lieu de placer directement la commande.

Je sollicite votre haute intervention auprès de la Direction des Douanes pour obtenir que les droits soient remboursés à la SABENA.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

H. Ahmed
Chef des Services Administratifs
del'ONU au Congo

Son Excellence
Monsieur A. Pinzi
Ministre des Finances
Léopoldville

c.c. : Monsieur J. Kinwani
Directeur des Douanes
Léopoldville

SABENA
Direction d'Afrique
Léopoldville-Aérodrome

(votre lettre du 14/2/62
WM/CJ/104.450)

ROUTING SLIP

TO

H. MARCELLA

	APPROVAL		NOTE AND RETURN
	SEE ME, PLEASE		YOUR COMMENTS
	YOUR SIGNATURE		YOUR INFORMATION
	NOTE AND FILE		FOR ACTION

This case was entirely dealt with by Mr. Prinzwerp and your office (M. TAFF)

"SABENA CASE"

B. HALBERT
Claims Board

DATE 11/5/62

FROM

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

INTEROFFICE MEMORANDUM

TO: Chief Administrative Officer, ONUC, Leopoldville

18 APR. 1962

Date: 11 April 1962 195

FILE NO.: AD 632/1 (2) ONUC

FROM: Oscar Schachter, Director, General Legal Division, Office of Legal Affairs

SUBJECT: Claims by SYNKIN, Me Jabon, Mr. Andres and SABENA

Headquarters has received copies of the following communications addressed by claimants to ONUC officials:

1. Letter dated 24 January 1962 from Me Jabon to Colonel Lai, together with a covering note to the Secretary-General also dated 24 January 1962.
2. Letters dated 4 and 7 January 1962 from Mr. Andres to "Messieurs les Représentants des Nations Unies de et à Elisabethville".
3. Letter dated 14 February 1962 from SABENA to Mr. Ahmed.
4. Dossier transmitted by SYNKIN to the United Nations representative in Elizabethville, together with a covering note to the Secretary-General dated 4 October 1961.

..... I am transmitting herewith copies of the communications listed above in order to enable you to check whether the originals have been duly received by ONUC and whether the appropriate acknowledgements have been addressed to the interested parties. No acknowledgement will be sent by Headquarters.

cc: M. GRUNSWEIG, Administrative Officer
M. TAFT, Service du Contentieux
Maître BRYS
M. HAZOU c/o M. GRUNSWEIG
A.CTR. (M. VAN BOGAERT)
Contentieux ONU - N.Y.

Léopoldville,
le 14 février 1962.

WW/CJ/104.450.

Organisation des Nations Unies,
au Congo,
B.P. 7248,
LEOPOLDVILLE.

A l'attention de Monsieur S. HABIB AHMED,
Chef des Services Administratifs.

Messieurs,

Concerne: Importation de montres suisses par le Bataillon indonésien de l' ONUC.

Nous avons bien reçu votre lettre du 1er février 1962 concernant cette affaire.

La position prise ne peut certainement résulter que d'un manque d'informations; c'est pourquoi nous serions très désireux d'attirer votre attention sur les points suivants:

1°- Il ne ressortait pas, des divers documents remis à nos services (LTA SWISSAIR 085/16937668, LTA SABENA 3105487, attestation ONU du 20 mars 1961, déclaration pour la consommation du 20 mars 1961) que ces montres étaient importées à la suite de la demande faite à titre individuel par les Indonésiens et pour leur usage personnel.

De plus il n'appartenait pas à notre société, simple transporteur, d'apprécier la portée de l'attestation sur papier officiel qui nous était remise par un officier supérieur du contingent ONUC.

.../...

2°- Notre lettre du 12 septembre 1961 (réf.WM/JN/103.833) spécifie clairement que d'après des renseignements recueillis ultérieurement nous avons appris que le Major HARSOJO s'était efforcé d'obtenir la franchise des droits pour cet envoi de montres et avait notamment effectué auprès des services de l'Intendance de l'ONUC des démarches en vue d'obtenir une attestation officielle pour parvenir à cette fin.

Nous soulignons :

- qu'au moment du dédouanement nos services étaient en possession d'un document à l'en-tête de l'Organisation des Nations Unies au Congo;

- que ce document leur avait été remis par un officier supérieur d'un contingent au service de l'Organisation;

- que nous ne pouvions douter de l'authenticité de ce document - authenticité qui n'est d'ailleurs pas contestée - ;

- que rien ne nous permettait de déceler le faux formel qu'il constituait.

Il nous paraît peu probable que l'Organisation des Nations Unies entende couvrir un de ses préposés se rendant coupable de faits constitutifs d'infractions pénales dans tous les pays civilisés, en déclarant qu'elle n'a jamais eu connaissance et n'a jamais autorisé la confection du document du 20 mars 1961.

3°- On ne peut incriminer la SABENA d'avoir payé la somme de 484.164 francs de droits de douane au Gouvernement Congolais à l'insu de l' ONU et sans son autorisation.

En effet :

- par notre lettre du 24 avril nous avertissions les services de l'Intendance de l' ONU (notre lettre WM/JN/103.500)et le Commandant du Bataillon Indonésien de l' ONUC de la décision du contrôleur des douanes en date du 18 avril.

Il est à remarquer qu'a ce moment le bataillon indonésien se trouvait encore à Kamina et qu'il eût été possible à l' ONUC d'effectuer une enquête, ce qu'elle a négligé ;

- la SABENA n'a pas payé volontairement ces droits. Par décision du 27 avril 1961 le contrôleur des douanes l'a imposé d'office. Nous vous avons d'ailleurs précisé ces faits par notre lettre du 12 septembre 1961.

.../...

14.2.1962.

Nous nous sommes contenté de relever, en fait, les anomalies les plus frappantes de votre lettre du 1er février 1962. Nous nous réservons de demander à notre Conseil, Maître BEYS, d'y répondre en droit.

Toutefois, nous serions désireux de vous rencontrer en vue d'examiner ensemble ce dossier et d'arriver à une conclusion.

Dans l'attente de vous lire très prochainement nous vous prions de croire, Messieurs, en nos sentiments très distingués.

W.MINE,
Chef du Service
Administratif.

J. ANNEZ de TABOADA,
Directeur.

ROUTING SLIP

TO: Mr. Grunzweig

Your concurrence( ) See me, please ( )
Your signature ( ) Your approval ( )
Please note ( ) Your comments ( )
Your information( ) For action ( )
Please return ( )

REMARKS:

In their attached letter Sabena has come back again on their claim for reimbursement of customs duty paid on behalf of the Indonesians. I suggest that the best course to follow would be to have a meeting as suggested in the penultimate para of the letter. You might have Mr. Taff attend this meeting.

S. H. A.
C. A. O.

DATE: 20 / 2 / 1962
FROM: S. Habib Ahmed
Chief Administrative Officer

SABENA

Direction d'Afrique

SIÈGE SOCIAL : BRUXELLES
DIRECTION D'AFRIQUE : LÉOPOLDVILLE
TÉLÉGRAMMES : SABENA
R. C. 4944

AÉRODROME DE Léopoldville,
le 14 février 1962.

RÉFÉRENCES : WM/CJ/104.450.
ANNEXE

Organisation des Nations Unies,
au Congo,
B.P. 7248,
LEOPOLDVILLE.

A l'attention de Monsieur S. HABIB AHMED,
Chef des Services Administratifs.

Messieurs,

Concerne: Importation de montres suisses par le Bataillon indonésien de l' ONUC.

Nous avons bien reçu votre lettre du 1er février 1962 concernant cette affaire.

La position prise ne peut certainement résulter que d'un manque d'informations; c'est pourquoi nous serions très désireux d'attirer votre attention sur les points suivants:

1°- Il ne ressortait pas, des divers documents remis à nos services (LTA SWISSAIR 085/16937668, LTA SABENA 3105487, attestation ONU du 20 mars 1961, déclaration pour la consommation du 20 mars 1961) que ces montres étaient importées à la suite de la demande faite à titre individuel par les Indonésiens et pour leur usage personnel.

? De plus il n'appartenait pas à notre société, simple transporteur, d'apprécier la portée de l'attestation sur papier officiel qui nous était remise par un officier supérieur du contingent ONUC.

.../...

SABENA

SUITE N° 1. À NOTRE LETTRE DU 12.2.1962
À ONUC/LEO.

2°- Notre lettre du 12 septembre 1961 (réf.WM/JN/103.833) spécifie clairement que d'après des renseignements recueillis ultérieurement nous avons appris que le Major HARSOJO s'était efforcé d'obtenir la franchise des droits pour cet envoi de montres et avait notamment effectué auprès des services de l'Intendance de l'ONUC des démarches en vue d'obtenir une attestation officielle pour parvenir à cette fin.

Nous soulignons :

- qu'au moment du dédouanement nos services étaient en possession d'un document à l'en-tête de l'Organisation des Nations Unies au Congo;

- que ce document leur avait été remis par un officier supérieur d'un contingent au service de l'Organisation;

- que nous ne pouvions douter de l'authenticité de ce document - authenticité qui n'est d'ailleurs pas contestée - ;

- que rien ne nous permettait de déceler le faux formel qu'il constituait.

Il nous paraît peu probable que l'Organisation des Nations Unies entende couvrir un de ses préposés se rendant sciemment coupable de faits constitutifs d'infractions pénales dans tous les pays civilisés, en déclarant qu'elle n'a jamais eu connaissance et n'a jamais autorisé la confection du document du 20 mars 1961.

3°- On ne peut incriminer la SABENA d'avoir payé la somme de 484.164 francs de droits de douane au Gouvernement Congolais à l'insu de l' ONU et sans son autorisation.

En effet :

- par notre lettre du 24 avril nous avertissions les services de l'Intendance de l' ONU (notre lettre WM/JN/103.500) et le Commandant du Bataillon Indonésien de l' ONUC de la décision du contrôleur des douanes en date du 18 avril.

Il est à remarquer qu'à ce moment le bataillon indonésien se trouvait encore à Kamina et qu'il eût été possible à l' ONUC d'effectuer une enquête, ce qu'elle a négligé ;

- la SABENA n'a pas payé volontairement ces droits. Par décision du 27 avril 1961 le contrôleur des douanes l'a imposé d'office. Nous vous avons d'ailleurs précisé ces faits par notre lettre du 12 septembre 1961.

.../...

SABENA

SUITE N° 2 À NOTRE LETTRE DU 14.2.1962.
A ONUC/LEO

Nous nous sommes contenté de relever, en fait, les anomalies les plus frappantes de votre lettre du 1er février 1962. Nous nous réservons de demander à notre Conseil, Maître BRYS, d'y répondre en droit.

Toutefois, nous serions désireux de vous rencontrer en vue d'examiner ensemble ce dossier et d'arriver à une conclusion.

Dans l'attente de vous lire très prochainement nous vous prions de croire, Messieurs, en nos sentiments très distingués.

W.MINE,
Chef du Service
Administratif.

J. ANNEZ de TABOADA,
Directeur.

614

L.A. 104450

Monsieur S. HABIB AHMED,
Chef des Services Administratifs,
Organisation des Nations Unies
au Congo,
B.P. 7248,
LEOPOLDVILLE.

C. 83560

ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

1 February 1962

A : Mr. B. Grunzweig, Deputy Chief Administrative Officer

De : C. Taff, Assistant Legal Adviser Taff

Objet : Claim from Sabena for Refund of Customs Duty.

With reference to your memorandum of 29 January, 1962, I am transmitting herewith a draft of a letter which I have prepared for Mr. Ahmed's consideration. I would appreciate receiving a copy of a final letter that is sent to Sabena .

CT/sl

C/ADM 630 (1)

1 February 2

Mr. B. Grunzweig, Deputy Chief Administrative Officer
C. Taff, Assistant Legal Adviser

Claim from Sabena for Refund of Customs Duty.

With reference to your memorandum of 29 January, 1962, I am transmitting herewith a draft of a letter which I have prepared for Mr. Ahmed's consideration. I would appreciate receiving a copy of a final letter that is sent to Sabena .

CT/sl

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

29 January 1962

To: Mr. Charles Taff, Assistant Legal Adviser
From: B. Grunzweig, Deputy Chief Administrative Officer
Subject: Claim from Sabena for Refund of Customs Duty

1. You may recall that we have discussed the above claim informally a number of times. I have prepared the attached report on this claim for the information of the Chief Administrative Officer, who has now informed me that the position ONUC should take in this matter should be:

"The watches were imported by the Indonesians directly on their own initiative and responsibility and therefore the responsibility for the payment of customs duty rests with them and not with us. ONUC has absolutely no concern with this transaction. Sabena was not authorized by ONUC to pay the customs duty and if it did so, it should take steps to recover it directly from the Indonesian authorities concerned on whose behalf the duty was paid. The United Nations cannot clearly hold itself responsible either for the unauthorised action of the Indonesian Contingent for the import of merchandise or for any claim made by the Government of Congo for the payment of Customs duty therefor."

2. I would like to discuss with you in what form we should advise Sabena in the light of the policy set by the Chief Administrative Officer as stated above. I would appreciate it if we could jointly draft a proper reply for the signature of the Chief Administrative Officer.

DRAFT

1 February 1962

Messieurs,

I wish to refer to your recent correspondance wherein you request ONUC to reimburse you in the sum of 484,164 frs for moneys paid by you to the Congolese Government on 1o May, 1961 to clear thru customs 600 Swiss watches that have been purchased by individual members of the Indonesian Battalion in the Congo for their personal use .

The background of this purchase and the subsequent clearance through customs in the Congo is set forth in your letter to ONUC of 12 September, 1961, from which I quote below ~~certain relevant facts~~ :

" Le Commandant du bataillon indonésien des forces des Nations Unies au Congo, a importé, à la demande de ces hommes et à leur usage, six cents montres suisses.

Cet envoi, effectué par la firme SAIT GONDRAND frères de Genève à l'adresse de l'"Ind. Contingent UNITED NATIONS FORCES Léopoldville" a fait l'objet de la LTA SWISSAIR o85/1693768 (annexe 1). Il a été acheminé de Genève à Léopoldville par le vol 525 le 3 mars 1961.

Avant de quitter Léopoldville, Monsieur le Major HARSOJO s'est ~~pr~~ présenté à notre service .

D'après des renseignements recueillis ultérieurement, nous avons appris qu'il s'était efforcé d'obtenir la franchise des droits pour cet envoi de montres et avait, notamment effectué auprès des services de l'Intendance de l'ONUC des démarches en vue de se faire délivrer une attestation officielle pour parvenir à cette fin. Ce document avait été refusé.

.../...

Toutefois , en chargeant nos services d'effectuer le dédouenement, le Major HARSOJO lui remettait un document daté du 20 mars 1961 tendant à obtenir la franchise des droits (annexe 3). Il est à remarques qu'en forgeant ce document, cet officier agissait en connaissance de cause et usurpait des pouvoirs réservés uniquement aux services de l'Intendance de l'ONU, dans le but d'échapper à la taxation. "

It is clear from your own account that the watches were imported at the request of the individual Indonesian to be used for their own purposes. ONUC was not the purchaser of the watches, and, in fact, had no knowledge of the purchase when it was made. Thus, no responsibility for the payment of customs duties can attach to ONUC by reason of any action on its part with regard to the purchase of the watches.

As regards the subsequent import of the watches and their clearance through customs, the parts of your letter of 12 September, 1961, quoted above make clear beyond any question that ONUC refused to provide any document that would authorise their being exempted from customs duty, and, in addition that the document, dated 20 March, 1961, given to you by Major Harsojo was done so without the knowledge or authority of ONUC.

I would further point out that the action of your Company in paying the sum of 484, 164, frs as customs duty to the Congolese Government was ~~done~~ TAKEN without the knowledge or authority of ONUC.

..../...

I fully appreciate the difficulties you are confronted with by having paid this money to the Congolese Government. In view of the circumstances, however, that ONUC at no time authorized the purchase of the watches ~~by the individuals for their own use~~, and thereafter refused to authorize their being imported without the payment of duty, and since your Company made payment without the knowledge or authority of ONUC, ONUC can not agree to accept legal responsibility to reimburse you in the sum of 484, 164 frs.

S. Habib Ahmed
Chief Administrative Officer

SABENA
Léopoldville

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7288
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

24 January 1962

To: Mr. S. Habib Ahmed, Chief Administrative Officer
From: B. Grunzweig, Deputy Chief Administrative Officer
Subject: Claim from Sabena for Refund of Customs Duty

1. You may recall that in April 1961 Sabena Airlines raised a claim against ONUC for the payment of C.fr. 484,146, relating to the customs duty which Sabena claims they had to pay to the Congolese Government in regard to the import of 600 watches by the Indonesian Contingent. Despite lengthy correspondence and reiterated requests to the Office of the Legal Adviser for his advice, nothing has happened so far to resolve this case. Following is a "blow-by-blow" description of the related correspondence:

Date	From	To	Subject
6/IV/61	Chief Procurement Officer (CPO)	Chief Admin. Officer (CAO)	Informing about the claim raised by Sabena.
7/IV/61	CAO	Force Commander	Asking for an investigation based on the above.
10/IV/61	Chief Logistics	Indonesian L/O	Requesting investigation.
11/IV/61	Indonesian L/O	Chief Logistics	Denying responsibility.
12/IV/61	Chief Logistics	Indonesian L/O	Asking for further action in the matter to clear up the case and refuting arguments presented.
24/IV/61	Sabena	CPO	Submission of material relating to the case--correspondence with customs authorities.
22/VI/61	DCAO	CPO	Passing on correspondence from Sabena dated 12 June.

.../...

Date	From	To	Subject
12/IX/61	Sabena	CPO	Outlining once more full details of the case.
22/IX/61	CPO	Legal Adviser	Transmitting case to Legal Adviser.
6/X/61	CPO	Legal Adviser	Transmitting additional copy to the Legal Adviser.
2/XI/61	CPO	Legal Adviser	Transmitting Sabena letter dated 25 October 1961, and urging settlement.
20/XI/61	Messrs. Brys and Cafarelli (Sabena lawyers)	Mr. Taff	Requesting settlement.
2/I/62	Sabena	ONUC	Formal invoice received from Sabena in the amount of 484.164 C.frs., which induced me to take over the file from the Legal Adviser's office.

2. The above illustrates the point that from April until the end of January, a period of about nine months, no action whatsoever of a constructive nature was taken. I can see no other reccurse than to ask the Legal Adviser again to state his views.

3. If I may add my own comments, with my limited legal background, I would wish to point out that on two grounds no payment of customs duty for the import of the watches should have been made to the Congolese Government since in fact the watches were exported, and even if there will be no documentary proof of the export, still no duty would be applicable, since even in the case that the watches were intended for personal use of the Indonesian Contingent within the Congo, like all other attractive items sold through the PX, they would be duty-free under the Status Agreement.

4. Pending the advice of the Legal Adviser, I would think that ONUC could offer its good services to endeavor to obtain a refund to Sabena for the customs duties paid by them.

5. As a last resort it would have to be considered to recover the duty paid from the Indonesian Government since the Indonesian Liaison Officer had no right to issue under his own signature his statement dated 20 March to the Chief Customs Officer at Ndjili, based on which the watches were handed over to the Contingent, since the Chief Procurement Officer has clearly indicated that Procurement is not willing to issue the necessary "Lettre d'Attestation".

SABENA

Direction d'Afrique

Siège Social : BRUXELLES
Direction d'Afrique : LEOPOLDVILLE
Télégrammes : SABENA

I. N. 7359

NOTE DE DEBIT N° ND. 107/L/CL.-

Léopoldville , le 2 janvier 1962.-
(République du Congo)

Doit ORGANISATION DES NATIONS UNIES
BUILDING "LE ROYAL"
LEOPOLDVILLE.-

Nous avons payé pour votre compte la dédouanement de 600 montres suisses destinées au bataillon indonésien.-	FR.	484.164,-
Nous disons -(QUATRE CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLE CENT SOIXANTE QUATRE FRANCS)		

Toutes nos factures sont payables à ..... et en cas de litige, les tribunaux de Léopoldville seront seuls compétents. La présente facture est payable dans les 30 jours de sa date. Passé ce délai le montant de la facture portera intérêt au profit de la société au taux de 6 % l'an.

SABENA

Direction d'Afrique

Siège Social : BRUXELLES
Direction d'Afrique : LEOPOLDVILLE
Télégrammes : SABENA

I. N. 7359

NOTE DE DEBIT N° ND. 107/L/CL.-

Léopoldville , le 2 janvier 1962.-
(République du Congo)

Doit ORGANISATION DES NATIONS UNIES
BUILDING "LE ROYAL"
LEOPOLDVILLE.-

Nous avons payé pour votre compte la dédouanement de 600 montres suisses destinées au bataillon indonésien.-	FR.	484.164,-
Nous disons -(QUATRE CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLE CENT SOIXANTE QUATRE FRANCS)		

Toutes nos factures sont payables à ..... et en cas de litige, les tribunaux de Léopoldville seront seuls compétents. La présente facture est payable dans les 30 jours de sa date. Passé ce délai le montant de la facture portera intérêt au profit de la société au taux de 6 % l'an.

SABENA

Direction d'Afrique

Siège Social : BRUXELLES
Direction d'Afrique : LEOPOLDVILLE
Télégrammes : SABENA

I. N. 7359

NOTE DE DEBIT N° ND. 107/L/CL.-

Léopoldville , le 2 janvier 1962.-
(République du Congo)

Doit ORGANISATION DES NATIONS UNIES
BUILDING "LE ROYAL"
LEOPOLDVILLE.-

Nous avons payé pour votre compte la dédouanement de 600 montres suisses destinées au bataillon indonésien.-	FR.	484.164,-
Nous disons -(QUATRE CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLE CENT SOIXANTE QUATRE FRANCS)		

Toutes nos factures sont payables à ..... et en cas de litige, les tribunaux de Léopoldville seront seuls compétents. La présente facture est payable dans les 30 jours de sa date. Passé ce délai le montant de la facture portera intérêt au profit de la société au taux de 6 % l'an.

SABENA

Direction d'Afrique

Siège Social : BRUXELLES
Direction d'Afrique : LEOPOLDVILLE
Télégrammes : SABENA

I. N. 7359

NOTE DE DEBIT N° ND. 107/L/CL.-

Léopoldville, le 2 janvier 1962.-
(République du Congo)

Doit ORGANISATION DES NATIONS UNIES
BUILDING "LE ROYAL"
LEOPOLDVILLE.-

Nous avons payé pour votre compte la dédouanement de 600 montres suisses destinées au bataillon indonésien.-	FR.	484.164,-
Nous disons -(QUATRE CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLE CENT SOIXANTE QUATRE FRANCS)		

Toutes nos factures sont payables à ..... et en cas de litige, les tribunaux de Léopoldville seront seuls compétents. La présente facture est payable dans les 30 jours de sa date. Passé ce délai le montant de la facture portera intérêt au profit de la société au taux de 6 % l'an.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

8 January 1962

A : Mr. B. Grunzweig, Deputy CAO

De : C. Taff, Assistant Legal Adviser Taff

Objet : Sabena Claim - Indonesian watches

I wish here to put down for the record a summary of the conversation we had this morning regarding the subject claim. I understand that the Sabema claim was first presented to ONUC in June 1961 by a letter which is said to have been addressed to my attention. I told you that because the claim presented intricate questions of law relating to custom duties, I had immediately turned the papers over to the Legal Adviser for action, and never had anything more to do with the case. I asked you to call Mme Pêche to the office and question her on this matter. You did so and she fully confirmed all of the above statements and, as you know, I refrained from participating at all in your conversation with her. You agreed that the matter did require an opinion of the Legal Adviser and that no responsibility of any kind could be ascribed to me for the delay in the handling of this claim.

c.c. Mr. Ahmed
Mme Pêche

CT/mb

Mr. G

Mr. Grunzweig
may we discuss
MH
8/1

8 January 2

Mr. B. Grunzweig, Deputy CAO
C. Taff, Assistant Legal Adviser
Sabena Claim - Indonesian watches

I wish here to put down for the record a summary of the conversation we had this morning regarding the subject claim. I understand that the Sabena claim was first presented to ONUC in June 1961 by a letter which is said to have been addressed to my attention. I told you that because the claim presented intricate questions of law relating to custom duties, I had immediately turned the papers over to the Legal Adviser for action, and never had anything more to do with the case. I asked you to call Mme Pêche to the office and question her on this matter. You did so and she fully confirmed all of the above statements and, as you know, I refrained from participating at all in your conversation with her. You agreed that the matter did require an opinion of the Legal Adviser and that no responsibility of any kind could be ascribed to me for the delay in the handling of this claim.

c.c. Mr. Ahmed
Mme Pêche

CT/mb

P/C 2
COS

ROUTING SLIP

TO Mr. Taft

	APPROVAL		NOTE AND RETURN
	SEE ME, PLEASE		YOUR COMMENTS
	YOUR SIGNATURE		YOUR INFORMATION
	NOTE AND FILE		FOR ACTION

I am sorry this "Indonesian watches" matter has not yet been attended to by me. I spoke to Mr. Mantell about the letter of 20.11.61 by Sabena's lawyers should be acknowledged without delay (since it is one of a series) and they be informed that the matter is being attended to.

DATE 2/1/62 FROM NDK

ALBERT BRYS
JEAN CAFARELLI
AVOCATS
653, BD GOUVERNEUR GENERAL TILKENS
TEL. 2477

CONSULTATIONS :
LUNDI, MERCREDI, VENDREDI
DE 16 A 18 HEURES

REF. : AB/SP/5788-11.
(à rappeler s.v.p.)

LEOPOLDVILLE, LE 20 novembre 1961.
B. P. 202

ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO
Monsieur TAFT
Chef du Service Contentieux O.N.U.C.
Building " Le Royal "
Boulevard Albert 1er
LEOPOLDVILLE

CONCERNE : IMPORTATION DE MONTRES SUISSES PAR LE BATAILLON INDONESIEN DE L'ONUC.

Messieurs,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je suis le conseil habituel des sociétés SABENA et AIR CONGO.

Par lettre du 12 septembre dernier mes clients vous exposaient qu'ils avaient été contraints de verser au Service de Douane une somme de 484.164,-- francs, suite à l'importation par le Commandant du Bataillon Indonésien de 600 montres provenant de Suisse.

Il vous a été spécialement exposé dans quelles circonstances la bonne foi de ma cliente, la société SABENA a été surprise, le major indonésien leur ayant remis une attestation en franchise des droits, attestation qu'il n'avait aucun pouvoir de signer, ce que ma cliente ne pouvait savoir.

Il me serait agréable de savoir si vos services ont pris des dispositions pour créditer la société SABENA de la somme de 484.164,-- francs qu'elle a été contrainte de payer.

En vous remerciant d'avance, je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma plus parfaite considération.

C. 83475

ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

No. 4409/AC/lw.
C/ADM/520/1/19

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

2 November 1961

A : Legal Advisor, ONUC

De : Chief Procurement Officer

Objet : Import of Watches by Indonesian Bn

(a) This office letter No. 3916/GA/lw. of 22 Sept
(b) This office letter No. 4094/AC/lw. of 6 Oct.

Further to the above, enclosed please find copy of SABENA letter WM/CJ/103.951, dated 25 Oct 1961, on the same subject, which is self-explanatory.

cc; File C/FIN 110/4

Albert
8

cc. Monsieur BERNARD, Chef de l'Intendance ONUC,
avec l'assurance de notre considération très distinguée.

Cdt. du Bataillon Indonésien
avec l'assurance de notre
considération très distinguée.

Léopoldville,
le 25 octobre 1961.

WM/CJ/103.951.

Organisation des Nations
Unies au Congo,
Monsieur TAFT,
Chef du Service Contentieux
ONUC,
Building "Le Royal",
LEOPOLDVILLE.

Messieurs,

Concerne: Importation de montres suisses par le Bataillon Indonésien de l' ONUC.

Par notre lettre du 12.9.61, nous vous rappellions les circonstances dans lesquelles nous avons été amenés à opérer, pour le compte du Commandant du Bataillon Indonésien de l' ONUC, le dédouanement de 600 montres provenant de Suisse.

Comme nous avons eu l'honneur de vous l'exposer, les autorités congolaises par une déclaration rectificative de la déclaration en consommation établie par nos services ont exigé le paiement d'un montant de 484.164 frs pour compte du Bataillon Indonésien.

Nous vous avons fait parvenir tous les documents relatifs à cette affaire et serions désireux de connaître la suite que vous avez réservée à notre lettre du 12.9.61.

Dans l'attente de vous lire, nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

J. NAVEAU,
Chef de la Division
Administrative.

ORIGINAL SIGNE
PAR

J. ANNEZ de TABOADA,
Directeur.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

No. 4094/AC/lw.
C/ADM/520/1/19

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

6 October 1961

A : Legal Advisor, ONUC

De : Chief Procurement Officer

Objet : Import of Watches by Indonesian Bn

1. Further to my memorandum No. 3916/GA/lw. of 22 September 1961, enclosed please find copies of correspondence on the same subject received from Field Service New York under cover of Admin Report No. 114-26. It will be observed that some of the documents received through New York are duplicates of same passed to you under cover of our memo quoted above.

L Bernard

cc: File C/FIN/110/4

Abt

Extract from New York Administrative Report No. 114

dated 26 September 1961

26. Import of Swiss Watches by the Indonesian Contingent

The enclosed copy of letter dated 12 September 1961 from Sabena, Leopoldville, with enclosures was received by this Service. You are requested to look into the matter and advise this Hdq. if any action is required on our part.

114/26

cc. Service du Contentieux des N.U.
New-York USA.

avec l'assurance
de notre considération distinguée.

Léopoldville/N'djili
le 12 septembre 1961.-

WM/JM/103.833.-

Organisation des Nations Unies au Congo
O.N.U.C.
Building " Le Royal "
B.P. 7.248
Léopoldville

Messieurs,

Concerne : Importation de montres suisses par le bataillon Indonésien de l'O.N.U.C.

Suite aux différents entretiens que nous avons eu l'honneur d'avoir à ce sujet, et en vue de compléter votre information, nous nous permettons de reprendre ci-dessous les rétroactes de cette affaire.

Le Commandant du bataillon indonésien des forces des Nations Unies au Congo, a importé, à la demande de ces hommes et à leur usage, six cents montres suisses.

Cet envoi, effectué par la firme SALT GONDRAND frères de Genève à l'adresse de l'"Ind.Contigent UNITED NATIONS FORCES Léopoldville", a fait l'objet de la LTA SWISSAIR 085/1693768 (annexe 1). Il a été acheminé de Genève à Léopoldville par le vol 525 le 3 mars 1961.

Primitivement cet envoi devait transiter de Léopoldville à Matadi (cf.annexe 2 LTA SABENA n° 3105487 Léopoldville-Matadi) pour être embarqué à bord du navire rapatriant ces troupes.

Toutefois, en raison de la situation politique tendue au Congo, et plus particulièrement des incidents qui opposèrent à Matadi début mars, les troupes de l'ONUC et l'Armée Congolaise, le Contingent Indonésien ne s'embarqua pas à Matadi, mais du regagner son pays via KAMINA et DARES SALAM.

Avant de quitter Léopoldville, Monsieur le Major HARSOJO s'est présenté à notre service.

.../...

D'après des renseignements recueillis ultérieurement, nous avons appris qu'il s'était efforcé d'obtenir la franchise des droits pour cet envoi de montres et avait, notamment effectué auprès des services de l'Intendance de l'ONUC des démarches en vue de se faire délivrer une attestation officielle pour parvenir à cette fin. Ce document avait été refusé.

Toutefois, en chargeant nos services d'effectuer le dédouanement, le Major HARSOJO lui remettait un document daté du 20 mars 1961 tendant à obtenir la franchise des droits (annexe 3). Il est à remarquer qu'en forgeant ce document, cet officier agissait en connaissance de cause et usurpait des pouvoirs réservés uniquement aux services de l'Intendance de l'ONU, dans le but d'échapper à la taxation.

Nos services ont alors établi le 20 mars 1961 une déclaration pour la consommation (annexe 4) à laquelle était jointe l'attestation sur papier officiel des Nations Unies.
L'exactitude de cette déclaration n'est pas contestée et elle formait titre pour la perception des droits, toutefois, eu égard au document joint, les montres furent dédouanées en franchise de droit et remises aux importateurs (annexe 5 notre décompte des frais du 21-3-61, n°46.816).

Le 18 avril 1961, le contrôleur des douanes nous invitait, en tant que déclarant, à déposer une déclaration rectificative (annexe 6). Nous avons porté cette lettre à la connaissance du Commandant du Bataillon Indonésien et des Services de l'Intendance de l'O.N.U.C. dès sa réception (annexe 7 notre lettre du 24 avril 1961 à l'ONUC ; annexe 8 notre lettre du 24-4-61 au contrôleur des douanes).

Le 27 avril, le contrôleur des douanes nous avisait de l'imposition d'office et de l'établissement de la déclaration rectificative (annexe 9 : lettre du 27-4-1961 ; annexe 10 : déclaration rectificative).

Le 12 juin 1961, nous avons attiré l'attention du Service du Contentieux de l'ONUC sur le problème de droits qui se posait (annexe 11) ; à ce jour, nous n'avons pu obtenir, tant pour cette correspondance que pour la correspondance adressée antérieurement, aucune réponse.

Entretemps, le montant de 484.164 frs., dont est redevable le bataillon indonésien de l'ONUC avait été inclus dans le relevé décadaire établi par le service des douanes/Ndjili (bordereau douanes n° 33/201 du 30-4-61, d'un montant total de 818.550 frs. payé par notre chèque n° L.358.267 du 10-5-61 tiré sur la Banque du Congo et débité le 19-5-61).-

.../2.-

Nous vous serions très obligés de nous verser la somme de 484.164 frs. somme payée pour compte du bataillon Indonésien.

Dans l'attente de vous lire, veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

ORIGINAL SIGNE
PAR

J. NAVEAU
Chef de la Division
Administrative

ORIGINAL SIGNE
PAR

J. ANNEZ de TABOADA
Directeur

M/F.-
REPUBLIQUE DU CONGO
CONTROLE DES DOUANES
BUREAU DE LEO/AERO
NDJILI.-

LEOPOLDVILLE/AERO, LE 18 AVRIL 1961.-

RECOMMANDE

No 33/269.

A Monsieur le Chef de Service ''Fret'':
SABENA
à
LEOPOLDVILLE/AERO.

Monsieur le Chef de Service,

Suite à la décision no 33/947, du 8 avril 1961, de Monsieur le Directeur, Chef de Service des Douanes à Léopoldville, j'ai l'honneur de vous inviter à déposer une déclaration rectificative pour la consommation en régularisation de la déclaration pour la consommation no 03.0862 du 20.3.1961.

La marchandise faisant l'objet de cette déclaration n'aurait dû être délivrée que contre payement des droits d'entrée.

Faute de souscrire la déclaration rectificative et de liquider le montant des droits compromis, soit 483.664 Francs, auprès de Monsieur le Receveur des Douanes de Ndjili, dans les cinq jours à dater de la réception de la présente notification, la marchandise sera imposée d'office.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef de Service, l'assurance de ma considération distinguée.-

LE CONTROLEUR DES DOUANES, KAMO, J.-

REPUBLIQUE DU CONGO
CONTROLE DES DOUANES
BUREAU DE LEO/AERO
NDJILI.-
Classement.H.42/B.I2
Annexes: 2.-

LEOPOLDVILLE/AERO, LE 27 AVRIL I96I,-

RECOMMANDE

No 33/ 273

A Monsieur le Chef de Service ''FRET''
SABENA
à
LEOPOLDVILLE/AERO.

Monsieur le Chef de Service,

Suite à votre lettre no VM/JM/I03.499 du 24 Avril I96I, j'ai l'honneur de vous confirmer la décision de Monsieur le Directeur, Chef de Service des Douanes à Léopoldville/Kalina, contenue dans ma lettre no 33/269 du I8 Avril I96I, c'est-à-dire: inviter le déclarant à déposer une déclaration rectificative et l'inviter à liquider le montant des droits compromis soit 483.664 Francs.''

Etant donné que la déclaration rectificative n'a pas été souscrite et que le montant des droits n'a pas été liquidé dans le délai (~~imprti~~) imparti par ma notification du I8 Avril I96I, la marchandise a été imposée d'office suivant déclaration rectificative pour la consommation no 04.I257 du 27 Avril I96I, dont vous trouverez en annexe l'exemplaire valant quittance. Ci-joint également, la quittance SCI no 445 du 27.4.I96I pour les imprimés (déclaration rectificative).

Veuillez agréer, Monsieur le Chef de Service, l'assurance de ma considération distinguée.-

LE CONTROLEUR DES DOUANES, KAMO, J.-

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7300
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC LEOPOLDVILLE

No: 72/LO

20 March 1961

H862
/3

Dear Sir,

This is to certify that the Six Hundred (600) Universal Watches bought by the Indonesian Contingent ONUC, from Switzerland, are for the exclusive use of members of the Indonesian Contingent only.

Exemption from customs duties will be highly appreciated.

Yours truly,

Indonesian Contingent Commander

The Chief Customs Officer
NDJILI

SABENA

EXPLOITATION D'AFRIQUE

№ 46816

Léo Plaine le 21 mars 1961

A. DIAN –

A rappeler lors du paiement et dans toute correspondance /

Destinataire : M C N U

LEOPOLDVILLE

Aéropaquet n° 085/1693768
EX LTA 082/310 5487
M 862/3

Décompte des frais relatifs à

J. 1047

l'aéropaquet n° 085/1693768 082/310 5487 par avion S. J. E. du 3 mars 1961

En annexe l'original import M. 862/3.

Algo 4540

	Dépenses effectuées par	Sommes partielles	TOTAUX
7 colis			
Droits de douane	Léo	—	
Amendes			
Taxe d'entreposage en douane			
axe de décaissement			
Frais de formalité en douane	"	100	
» » ~~inventaire~~ manutention	"	20	
» » réexpédition de à			
» » remise à domicile			
» » correspondance et imprimés	"	15	
» » entreposage en frigo			
Transport avion en port dû de à			
C.O.D. (valeur marchandises)			
Montant total du remboursement		frs	135

Nous disons: cent trente cinq frs

Exemplaire pour la base effectuant le REMBOURSEMENT à joindre comme document justificatif aux pièces de caisse.

COPIE

Copie Mr. KAMO J.
Contrôleur des Douanes à N'Djili
avec l'assurance de notre considération très distinguée

Léopoldville/N'Djili

Mr. Bernard
Chef de l'Intendance ONUC
Building "Le Royal"
avec l'assurance de notre considération très distinguée

le 24 avril 1961.-

WM/JM/10.500.-

Monsieur le Cdt. du Bataillon Indonésien
O.N.U.C.
Building "Le Royal"
Léopoldville.

Monsieur le Commandant,

Concerne: Importation montres Suisses.

Veuillez trouver en annexe, photocopie de la lettre qui nous a été adressée par le Contrôleur des Douanes et concernant l'affaire reprise sous rubrique. Nous vous réservons copie de notré réponse en vous priant de prendre d'urgence les dispositions voulues pour résoudre ce litige.

Recevez, Monsieur le Commandant, l'assurance de notre haute considération.

W. MINE.
Chef Adjoint de la
Division Administrative

J. NAVEAU.
Chef de la Division
Administrative.

cc. L.E.
L.E.TER.FR.

Air Waybill

Air Consignment Note

SWISSAIR

Issued by Swiss Air Transport Co., Ltd., Zurich / Switzerland
Member of IATA (International Air Transport Association)

085/1693 768

Not negotiable

1547

DESTINATION (Airport of) LEOPOLDVILLE

CONSIGNED TO: Commander Indonesian Contigent UNITED NATIONS FORCES

STREET ADDRESS:

CITY AND COUNTRY: LEOPOLDVILLE / Congo

ALSO NOTIFY:

HE 18 Oct 1961

NO. OF PACKAGES	METHODE OF PACKING	NATURE AND QUANTITY OF GOODS	MARKS AND NUMBERS	DIMENSIONS OR VOLUME	GROSS WEIGHT (Specify Kilos or Lbs)
6 1	valises caisse	600 WATCHES FREIGHT PREPAID	Adresse Ind. Contigent UNITED NATIONS FORCES LEOPOLDVILLE No. 1-7		160.—

Origin: Switzerland

place RESERVEE pour vol SN 525 de jeudi prochain

Documents to accompany Air Waybill: instructions for the consignee

SHIPPER'S DECLARED VALUE (specify currency)

For Customs: 93640.— SWFr.

For Carriage: NVD

METHOD OF ROUTING AND CHARGES – Agreed stopping places are those places (other than the places of departure and destination) shown under Air Carriage, and/or those places shown in carrier's timetables as scheduled stopping places for the route. SEE CONDITIONS ON REVERSE HEREOF.

SHIPPER MUST INSERT ITEM NUMBER CHARGEABLE TO SELF

AIR CARRIAGE

Departure (Airport of): LEOPOLDV.

GVA (Address of First carrier)

		CHARGEABLE WEIGHT (Specify Kilos or Lbs)	RATE CLASSIFICATION	RATES	PREPAID
1. To LEOPOLDV.	First Carrier SN 525	160A	NOR	9.40	1504.—
2. To	Carrier				
3.	Carrier				
	Carrier				
4. Valuation Charge	from in				
5. Valuation Charge	from to				

CHARGEABLE TO CONSIGNEE

Currency	Amounts in currencies as charged	Amounts in currency at destination
FREIGHT PREPAID		

6. Insurance: Amount requested (specify currency) (only to be filled in if an order for insurance is given to the carrier)

Other Charges (specify)

7. Origin	access. charges	1.50
8.		
9.		
10.		
11. Transit		
12. Destination		
13.		
14.		
15.		
16. C.O.D. Fee		
17. Shipper's C.O.D.		

Shall breakage be included?

DF 46 816 à joint — 5.135 Fs

Leg. Lo 3/61

SHIPPER'S C.O.D. IN WORDS

Totals: 1505.50 | XXXXXXX / XXXXXXX

The shipper certifies that the particulars on the face hereof are correct and agrees to the conditions on the reverse hereof.

Name of shipper: SAIT GONDRAND FRERES

Address: 1-3 rue de Chantepoulet, GENEVE (Phone)

Signature of shipper: SAIT GONDRAND FRERES GENEVE

By Broker/Agent: 3/4235/Yu-mt

Carrier certifies above described goods were received for carriage subject to the conditions on the reverse hereof, the goods then being in apparent good order and condition except as noted hereon.

Executed on (Date): GENEVA (Place) on 25.2.1961

Name and Address of Issuing Carrier's Agent

Signature of Issuing Carrier or Agent

AGENCE FRET
OCT. 1961
SWISSAIR

12 Copies of this Air Waybill/Consignment Note have been completed of which Copies 1, 2 and 3 are originals and have the same validity.

Received in good order and condition at (Place) on (Date)

Signature of Consignee or his Agent

Form. 1058 1.59 10/1000

No. 4 – Copy (Delivery Receipt) – Terminal Company's copy

085/1693 768

Lettre de Transport Aérien — Luchtvrachtbrief

NON NEGOCIABLE — NIET VERHANDELBAAR

№ 3105187

Émise par / Uitgegeven door: S. A. SABENA N. V. 082

EX LTA 085/1693768

Membre de l' / Lid van: INTERNATIONAL AIR TRANSPORT ASSOCIATION (I.A.T.A.)

LIGNES AERIENNES BELGES — BELGISCHE LUCHTLIJNEN
35, RUE CARDINAL MERCIER — KARDINAAL MERCIERSTRAAT 35
BRUXELLES - Belgique — R.C.B. 3872 H.R.B. — BRUSSEL - België

Aéroport de Destination / Luchthaven van Bestemming: MATADI

DESTINATAIRE / BESTEMMELING: MOUV MENT CONTROLE O.N.U. — NOM / NAAM — N° / STRAAT — N° — LOCALITE — PAYS / WOONPLAATS — LAND

POUR CONTIGENT INDONESIEN — TEL. :

AVISER EGALEMENT / EVENEMENS TE VERWITTIGEN: MATADI — TEL. :

Nombre de colis / Aantal colli	Mode d'emballage / Wijze van verpakking	NATURE ET QUANTITE DE LA MARCHANDISE / AARD EN HOEVEELHEID DER GOEDEREN (Dans déclaration de l'expéditeur. — Volgens verklaring van de verzender)	Numéros et marques / Merken en nummers	Remarques et réserves / Aanmerkingen of Omschrijving	Poids brut (kilos) / Bruto Gewicht (kilo's)
6 VALISES 1 CAISSE 7 COLIS		600 MATCHS EX LTA 085/1693768 DE 178 3/3/61.			160 KGS

Valeur déclarée par l'expéditeur / Waarde aangegeven door de verzender

Pour le Transport / Voor het vervoer	Pour le Douane / Voor het douane
98640 SWFR	93640 SWFR

Renseignements complémentaires à l'L.T.A. - Bijkomende inlichtingen bij de L.V.B.: CI JOINT IRMV LOPPE

Documents de route - Uitgeleidebriefjes

NATURE D'ACHEMINEMENT ET FRAIS — WIJZE VAN VERVOER EN KOSTEN

TRANSPORT AERIEN - LUCHTVERVOER

Aéroport de Départ / Luchthaven van Vertrek: LEOPOLDVILLE

Adresse du premier transitaire / Adres van de eerste vervoerder

		Prix de base / Basisbedrag	Chemin de fer / Rail van spoor	TARIFS / Tarieven	A payer par l'expéditeur / Te betalen door verzender: montant / bedrag	en compte / in rekening	Indication si frais payables par l'destinataire / Kosten betaalbaar door verzender conclusien	A payer par le destinataire / Te betalen door de bestemmeling: Montant / Bedrag	Montant des frais dont le paiement est demandé / Bedrag der onkosten in de munt der prijsberekening	Montant des frais dont le règlement du pays de destination / Bedrag der onkosten in de munt van het land van bestemming
1. à / naar MATADI	Premier Transitaire / Eerste Vervoerder AIR CONGO	160K	—	10	1600					
2. à / naar	Transitaire / Vervoerder									
3. à / naar	Transitaire / Vervoerder									
FRAIS BASES SUR LA VALEUR — KOSTEN OP BASIS VAN DE WAARDE										
4. DE/VAN	A/NAAR									
5. DE/VAN	A/NAAR									

ASSURANCE / VERZEKERING — Montant de l'assurance — Bedrag in letters

Payable à / Betaalbaar aan

7. AU DEPART - BU HET VERTREK			
8. LTA	15		
9. MANUTENTION	20	POUR ACQUIT.	
10.			
11. DE TRANSIT - TRANSITO	DF 46 876 ci joint → 135 F		
12. A DESTINATION - BU AANKOMST			
13.			
14.			
15.			
16. Frais Encaissement du C.O.D. - Inkassokosten van het C.O.D.			
17. C.O.D. EN CHIFFRES / IN CIFFERS			
C.O.D. — Montant en lettres - Bedrag in letters		TOTAL / TOTAAL	

AUTRES FRAIS / ANDERE KOSTEN

L'expéditeur certifie que les indications ci-dessus sont exactes et qu'il accepte les CONDITIONS STIPULEES AU VERSO du présent document.

Verzender verklaart dat bovenstaande mededelingen juist zijn en dat hij de VERVOERSVOORWAARDEN VERMELD OP DE KEERZIJDE van de originele vrachtbrief kent en aanvaardt.

Les transporteurs déclarent que les indications ci-dessus, à transporter conformément aux CONDITIONS STIPULEES AU VERSO du bordereau original, ont été reçues sans doute et leur indiquées ci-dessus et leur ont été opposées, tout réserve faite.

Vervoerders verklaren dat de hierboven omschreven goederen, TE VERVOEREN VOLGENS DE VOORWAARDEN VERMELD OP KEERZIJDE van de originele vrachtbrief, de hierboven opgeteld zijn en dat zij ze goed uitvoeren, behalve in geval van gegrondste vrachtbrief.

EXPEDITEUR / VERZENDER: L. .TR. POUR SAIT CONTRAND FRERES

ADRESSE / ADRES: Tel. BEL. DE CHANTEPOULET ...EN VR

SIGNATURE DU CREDIT OU EXPEDITEUR / HANDTEKENING OF STEMPEL VAN DE VERZENDER

AGENT / COURTIER / AGENT/MAKELAAR

FAIT A / GEDAAN TE: LEO NDJILI — LE / DEN: 4/3/61

Nom et adresse de l'agent du transitaire qui émet la L.T.A. / Naam en adres van de agent van de vervoerder die de L.V.B. uitgeeft: AIR CONGO NDJILI

Signature du Transitaire ou de l'agent qui émet la L.T.A. / Handtekening van de Vervoerder of de Agent die de L.V.B. uitgeeft

Copie N° 4

Des 9 exemplaires de la présente L.T.A. qui ont été établis, les exemplaires 1, 2 et 3 sont des ORIGINAUX et ont la même validité.
Van de 9 exemplaren die van onderhavige L.V.B. werden opgemaakt, zijn nummers 1, 2 en 3 de ORIGINELEN en hebben dezelfde geldigheid.

Accusé de réception / Ontvangstbewijs.

RECU EN BON ETAT A / ONTVANGEN IN GOEDE STAAT TE ..... LE / DEN .....

Signature du destinataire ou de son mandataire / (Handtekening van de bestemmeling of zijn mandataris)

Atelo 4388 - Léopoldville

011862	N°
BUREAU-KANTOOR	
29	Lio. Lio

DOUANE

DECLARATION RECTIFICATIVE POUR LA CONSOMMATION ~~CONGO BELGE — RUANDA-URUNDI~~
RECTIFICATIE VAN AANGIFTE TEN VERBRUIK ~~BELGISCH-CONGO — RUANDA-URUNDI~~

Pavillon du navire : S.J.E. du 3 mars 1960
Vlag van het schip

Nom et résidence de l'importateur : Air Congo / ONU Leopoldville
Naam en adres van de importeur

Pays de provenance : Suisse
Land van herkomst

Port de débarquement : Lio
Haven van lossing

DECLARE suivant document 030862 n° ..... du
AANGEGEVEN bij document nr van

NOMBRE DE COLIS *AANTAL COLLI* En lettres, espèces, marques et numéros *In letters, alsmede soort, merken en nummers*	En chiffres *In cijfers*	DENOMINATION EXACTE DES MARCHANDISES *JUISTE BENAMING DER GOEDEREN*	N° du tarif *Tariefpost*	Poids brut *Bruto gewicht* Kg	Unité statistique *Statistiek eenheid*	Quantité statistique *Hoeveelheid voor de statistiek*	Quantité imposable (en lettres) *Belasten hoeveelheid (in letters)*
Sept colis	7	Montres bracelets	91.01.10	160	Pc	600	Six cent douze kilogrammes cent grammes francs
1693768 Bobcau							

Ci-dessus Dinton les 5/7/94 du 5/4/60

A DECLARER — AAN TE GEVEN

NOMBRE DE COLIS *AANTAL COLLI* En lettres, espèces, marques et numéros *In letters, alsmede soort, merken en nummers*	En chiffres *In cijfers*	DENOMINATION EXACTE DES MARCHANDISES *JUISTE BENAMING DER GOEDEREN*	N° du tarif *Tariefpost*	Poids brut *Bruto gewicht* Kg	Unité statistique *Statistiek eenheid*	Quantité statistique *Hoeveelheid voor de statistiek*	Quantité imposable (en lettres) *Belasten hoeveelheid (in letters)*
Sept colis	7	Montres bracelets	91.01.10	160	Pc	600	Six cent douze kilogrammes cent grammes francs
1693768 Bobcau							

Leopoldville 27/4/60

VALIDE, le 27 mai 19 60
GEVALIDEERD, de

REÇU
~~ONTVANGEN~~
~~REMBOURSE~~
~~TERUGBETAALD~~
la somme de
de som van quatre cent
(en lettres — *in letters*)

d'office.

quatre vingt quatre mille deux cent soixante quatre

A Leopoldville le 27 mai 19 60
Te *de*

Le Receveur — *Ontvanger*,
[illegible]

DIFFERENCE

Droits d'entrée
Invoerrecht

Taxe de consommation
Verbruiksbelasting

Taxe de statistique
Statistiekrecht

DOUANE

DECLARATION RECTIFICATIVE POUR LA CONSOMMATION ~~CONGO BELGE — RUANDA-URUNDI~~
RECTIFICATIE VAN AANGIFTE TEN VERBRUIK ~~BELGISCH-CONGO — RWANDA-URUNDI~~

2

Référence du déclarant
Referte van de aangever

APUREMENTS :
TER AANZUIVERING VAN :

HE. 178 du 8/3/1961.

C41257

H 12/7/4

mars 1961
ongo 1000 Leopoldville

DECLARE suivant document 030862 n° ..... du 20/1/1961
AANGEGEVEN bij document nr van

Poids brut *Bruto gewicht* Kg	Unité statistique *Statistiek eenheid*	Quantité statistique *Hoeveelheid voor de statistiek*	Quantité imposable (en lettres) *Belasten hoeveelheid (in letters)*	Valeur cif (en chiffres) *Waarde cif (in cijfers)*	Droits d'entrée *Invoerrecht* Taux *Maatstaf*	Droits d'entrée *Invoerrecht* Montant *Verschuldigd*	Taxe de consommation *Verbruikbelasting* Taux *Maatstaf*	Taxe de consommation *Verbruikbelasting* Montant *Verschuldigd*	
160	Pc	600	Six cent douze kilos cent	1209,160	Li	—			X 80
			Francs forfait						X 80
									X 80

A DECLARER — *AAN TE GEVEN*

Poids brut *Bruto gewicht* Kg	Unité statistique *Statistiek eenheid*	Quantité statistique *Hoeveelheid voor de statistiek*	Quantité imposable (en lettres) *Belasten hoeveelheid (in letters)*	Valeur cif (en chiffres) *Waarde cif (in cijfers)*	Droits d'entrée *Invoerrecht* Taux *Maatstaf*	Droits d'entrée *Invoerrecht* Montant *Verschuldigd*	Taxe de consommation *Verbruikbelasting* Taux *Maatstaf*	Taxe de consommation *Verbruikbelasting* Montant *Verschuldigd*
160	Pc	600	Six cent douze kilos cent	1209,160	Hoj	483,664		
			Francs forfait					

/mai 19 61

me de
s van quatre cent
(en lettres — in letters)
ente huitante deux francs quatre
le 27 mai 19 61
de
ur — Ontvanger

DIFFERENCE — *VERSCHIL*		A percevoir *Te heffen*	A rembourser *Terug te betalen*
Droits d'entrée *Invoerrecht*		483.664	
	sur les boissons *dranken*		
Taxe de consommation *Verbruikbelasting*	sur les tabacs fabriqués *tot verbruik bereide tabak*		
	sur les huiles minérales *minerale oliën*		
Taxe de statistique *Statistiekrecht*		500	
Total — *Totaal*		484.164	

Exemplaire du déclarant
Aangeverexemplaar

	N°
BUREAU	
29	LEO/ O.

DOUANE

DÉCLARATION POUR LA CONSOMMATION

REPUBLIQUE DU CONGO

Pavillon du navire : D. J. E. du 1 MARS 1961

Nom et résidence de l'importateur : AIR CONGO / O.N.U. LEOPOLDVILLE./.-

Pays de provenance : E U I S S E

Port de débarquement : LEO/

N° de la licence d'importation :

Date d'expiration de la licence :

NOMBRE DE COLIS En lettres, espèces, marques et numéros	En chiffres	DES MARCHANDISES DENOMINATION EXACTE	N° du tarif	Poids brut Kg.	Unité Statistique	Quantité statistique	Quantité imposable (en lettres)
SEPT COLIS 1692768 ADRIEN	7	montres-bracelets./.-	91.01.10	160	Pce	600	UN MILLION DEUX CENT MILLE CENT SOIXANTE FRANCS./.-
CI-JOINT : ATTESTATION O.N.U.							
Total (en chiffres)	7	Nombre de colis (en lettres) SEPT COLIS					Totaux

A LEOPOLDVILLE, le 20 MARS 1961

P. LE DECLARANT,

(Nom - adresse - signature)

AIR CONGO

VALIDE, le ..... 19.....

REÇU la somme de

A ....., le ..... 19.....

LE RECEVEUR,

Droits

T de cons

Taxe d

Mod. 39-80 - A3 — C. 79588 A

DOUANE

DÉCLARATION POUR LA CONSOMMATION

REPUBLIQUE DU CONGO

Ea ..... du 3 MARS 1961

/ O&N.U. LEOPOLDVILLE/.-

N° de la licence d'importation : .....

Date d'expiration de la licence : .....

REFERENCE DU DECLARANT

[illegible]

Le partie du document située à droite du trait gras est réservée à l'Administration

APUREMENTS :

M4Ea 178 DU 3/3/61 /.-

17862/3

tarif	Poids brut Kg.	Unité Statistique	Quantité statistique	Quantité imposable (en lettres)	Valeur cif. (en chiffres)	DROIT D'ENTRÉE Taux	DROIT D'ENTRÉE Montant	TAXE DE CONSOMMATION Taux	TAXE DE CONSOMMATION Montant
.10	160	Pce	600	UN MILLION DEUX CENT DEUX MILLE CENT SOIXANTE FRANCS/.-	1209160.-				
				Totaux	1209160.-	→		→	

, le ..... 19.....

somme de

..... , le ..... 19.....

LE RECEVEUR,

Droits d'entrée		
Taxe de consommation	sur les boissons	
	sur les tabacs fabriqués	
	sur les huiles minérales	
Taxe de statistique		
	Total :	

Copie Air-Congo

ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

No. 3916/GA/lw.
C/ADM/520/1/19
C/FIN/110/4

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

22 September 1961

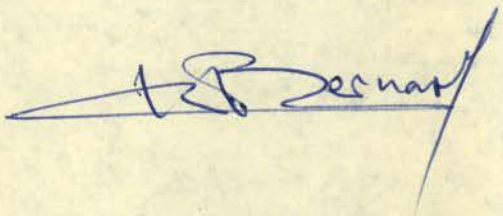
A : Legal Adviser

De : Chief Procurement Officer

Objet : Import of watches by Indonesian Bn.

1. Correspondance relating to the above quoted case which is self explanatory is forwarded herewith.

2. The matter being beyond Procurement activities your advise and procedure would be greatly appreciated.



Sent for information

SABENA

DIRECTION D'AFRIQUE

SIEGE SOCIAL : BRUXELLES
DIRECTION D'AFRIQUE : LEOPOLDVILLE
TELEGRAMMES : SABENA
R. C. 4944

REFERANCES : WM/JM/103.833.-
ANNEXE :

Aérodrome de Léopoldville/N'djili
le 12 septembre 1961.-

Organisation des Nations Unies au Congo
O.N.U.C.
Building " Le Royal "
B.P. 7.248
Léopoldville.

A l'attention de Monsieur Bernard
Chef des Services de l'Intendance

5673

RECEIVED
21 SEP 1961
ONUC
PROCUREMENT
SECTION

Messieurs,

Concerne : Importation de montres suisses par le bataillon Indonésien de l'O.N.U.C.

Suite aux différents entretiens que nous avons eu l'honneur d'avoir à ce sujet, et en vue de compléter votre information, nous nous permettons de reprendre ci-dessous les rétroactes de cette affaire.

Le Commandant du bataillon Indonésien des Forces des Nations Unies au Congo, a importé, à la demande de ces hommes et à leur usage, six cents montres suisses.

Cet envoi, effectué par la firme SALT GONDRAND frères de Genève à l'adresse de l'"Ind. Contigent UNITED NATIONS FORCES Léopoldville", a fait l'objet de la LTA SWISSAIR 085/1693768 (annexe 1). Il a été acheminé de Genève à Léopoldville par le vol 525 le 3 mars 1961.-

Primitivement cet envoi devait transiter de Léopoldville à Matadi (cf. annexe 2 LTA SABENA n° 3105487 Léopoldville-Matadi) pour être embarqué à bord du navire rapatriant ces troupes.

Toutefois, en raison de la situation politique tendue au Congo, et plus particulièrement des incidents qui opposèrent à Matadi début mars, les troupes de l'ONUC et l'Armée Congolaise, le Contigent Indonésien ne s'embarqua pas à Matadi, mais dû regagner son pays via KAMINA et DARES SALAM.

Avant de quitter Léopoldville, Monsieur le Major HARSOJO s'est présenté à notre service.

.../...

C. 80280

D'après des renseignements recueillis ultérieurement, nous avons appris qu'il s'était efforcé d'obtenir la franchise des droits pour cet envoi de montres et avait, notamment effectué auprès des services de l'Intendance de l'ONUC des démarches en vue de se faire délivrer une attestation officielle pour parvenir à cette fin. Ce document avait été refusé.

Toutefois, en chargeant nos services d'effectuer le dédouanement, le Major HARSOJO lui remettait un document daté du 20 mars 1961 tendant à obtenir la franchise des droits (annexe 3). Il est à remarquer qu'en forgeant ce document, cet officier agissait en connaissance de cause et usurpait des pouvoirs réservés uniquement aux services de l'Intendance de l'ONU, dans le but d'échapper à la taxation.

Nos services ont alors établi le 20 mars 1961 une déclaration pour la consommation (annexe 4) à laquelle était jointe l'attestation sur papier officiel des Nations Unies.
L'exactitude de cette déclaration n'est pas contestée et elle formait titre pour la perception des droits, toutefois, eu égard au document joint, les montres furent dédouanées en franchise de droit et remises aux importateurs (annexe 5 notre décompte des frais du 21-3-61, n°46.816).

Le 18 avril 1961, le contrôleur des douanes nous invitait, en tant que déclarant, à déposer une déclaration rectificative (annexe 6). Nous avons porté cette lettre à la connaissance du Commandant du Bataillon Indonésien et des Services de l'Intendance de l'O.N.U.C. dès sa réception (annexe 7 notre lettre du 24 avril 1961 à l'ONUC ; annexe 8 notre lettre du 24-4-61 au contrôleur des douanes).

Le 27 avril, le contrôleur des douanes nous avisait de l'imposition d'office et de l'établissement de la déclaration rectificative (annexe 9 : lettre du 27-4-1961 ; annexe 10 : déclaration rectificative).

Le 12 juin 1961, nous avons attiré l'attention du Service du Contentieux de l'ONUC sur le problème de droits qui se posait (annexe 11) ; à ce jour, nous n'avons pu obtenir, tant pour cette correspondance que pour la correspondance adressée antérieurement, aucune réponse.

Entretemps, le montant de 484.164 frs., dont est redevable le bataillon indonésien de l'ONUC avait été inclus dans le relevé décadaire établi par le service des douanes/Ndjili (bordereau douanes n° 33/201 du 30-4-61, d'un montant total de 818.550 frs. payé par notre chèque n° L.358.267 du 10-5-61 tiré sur la Banque du Congo et débité le 19-5-61).-

.../2.-

SABENA

SUITE N° 2 À NOTRE LETTRE DU 12 septembre 61.-
À Organisation des Nations Unies au Congo.

Nous vous serions très obligés de nous verser la somme de 484.164 frs. somme payée pour compte du bataillon Indonésien.

Dans l'attente de vous lire, veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

J. NAVEAU
Chef de la Division
Administrative

J. ANNEZ de TABOADA
Directeur

Copy Mr. Bernard
Chief Procurement Officer
with compliments

Officer Commanding
Indonesian Battalion
with compliments

Leopoldville/N'Djili

24 April 1961.

WM/JM/103.499.-

Customs Inspector
Leo/Aero Office
N'Djili.

Dear Sir,

Subject: Your letter of 18 April 1961.

We acknowledge receipt of your letter in which you notified us to file an amendment to regularise the home use entry declaration No. 30.0862 of 20-3-61.

In conformity with the provisions of Article 5 of the decree of 29 January 1949, we have drawn up a home use entry declaration the accuracy of which cannot be contested and which was the basis for payment of duty. Attached was an attestation duly signed by our client, on the basis of which your office agreed to import merchandise under the conditions you determined.

As we wish to have this question settled rapidly, we should be very much obliged if you would let us have a copy of Decision No. 33/947 of 8 April 1961 made by the Director, Customs, Leopoldville.

We are sending by the same mail a copy of your letter to the Officer Commanding the ONUC Indonesian battalion, asking him to contact your office.

Awaiting your reply, we remain, yours etc.....

W. MINE.
Deputy Chief of Administrative Division

J. NAVEAU.
Chief of Administrative Division

Copy Mr. Bernard
Chief Procurement Officer
with compliments

Officer Commanding
Indonesian Battalion
with compliments

Leopoldville/N'Djili

24 April 1961.

WM/JM/103.499.-

Customs Inspector
Leo/Aero Office
N'Djili.

Dear Sir,

Subject: Your letter of 18 April 1961.

We acknowledge receipt of your letter in which you notified us to file an amendment to regularise the home use entry declaration No. 30.0862 of 20-3-61.

In conformity with the provisions of Article 5 of the decree of 29 January 1949, we have drawn up a home use entry declaration the accuracy of which cannot be contested and which was the basis for payment of duty. Attached was an attestation duly signed by our client, on the basis of which your office agreed to import merchandise under the conditions you determined.

As we wish to have this question settled rapidly, we should be very much obliged if you would let us have a copy of Decision No. 33/947 of 8 April 1961 made by the Director, Customs, Leopoldville.

We are sending by the same mail a copy of your letter to the Officer Commanding the ONUC Indonesian battalion, asking him to contact your office.

Awaiting your reply, we remain, yours etc.....

W. MINE.
Deputy Chief of Administrative Division

J. NAVEAU.
Chief of Administrative Division

SABENA
African Headquarters
Leopoldville

Leopoldville/N'Djili

Ref: WM/JM/10s:833

12 September 1961.

For attention of Mr. Bernard
Chief Procurement Officer.

Dear Sirs,

Subject: Import of Swiss Watches by ONUC Indonesian Battalion.

Following the various conversations that we have had the honour to hold on this subject, and in order to supplement your information, we beg to recapitulate below the history of this matter.

The Officer Commanding the Indonesian battalion of the ONUC Forces in the Congo, imported six hundred Swiss watches at the request of his men and for their use.

This consignment, carried out by Messrs. SALT GONDRAND Bros. of Geneva and addressed to the "Indonesian Contingent, United Nations Forces Leopoldville", was the subject of SWISSAIR Flight Bill of Lading No. 085/1693768 (annex 1). It was sent from Geneva to Leopoldville by flight 525 on 3 March 1961.

Originally this consignment was to go from Leopoldville to Matadi (cf. annex 2 SABENA Flight Bill of Lading No. 3105487 Leopoldville-Matadi) to be put on board the ship repatriating these troops.

However, as a result of the tense political situation in the Congo, and more particularly of the incidents that occurred in Matadi at the beginning of March between ONUC troops and the Congolese army, the Indonesian contingent did not embark at Matadi but had to return to its own country via KAMINA and DAR EL SALAM.

Before leaving Leopoldville, Major HARSOJO came to our office. According to information received later, he had tried to

obtain freedom from duty for this consignment of watches and had in particular approached Procurement so as to have an official attestation made out for this purpose. This document was refused.

However, instructing our office to clear the consignment through Customs, Major HARSOJO presented a document dated 20 March 1961 which requested freedom from duty (annex 3). It should be noted that by forging this document, this officer was acting with full knowledge of the facts and was usurping powers that are the sole prerogative of ONUC Procurement, for the purpose of escaping taxation.

On 20 March 1961 our office therefore drew up a home use entry declaration (annex 4), to which was attached the attestation on official UN paper.
The correctness of this home use entry declaration was not contested and it was the basis for the collection of duty; nevertheless, in consideration of the document attached, the watches were cleared through Customs without payment of duty and delivered to the importers (annex 5 our statement of expenses No. 46.816 of 21.3.61).

On 18 April 1961, the Customs Inspector invited us, as declarers, to file an amended entry declaration (annex 6). We brought this letter to the notice of the Officer Commanding the Indonesian battalion and of ONUC Procurement as soon as it was received (annex7) our letter of 24 April 1961 to ONUC; annex 8 our letter of 24.4.61. to Customs Inspector).

On 27 April the Customs Inspector advised us of the official duty to be paid and of the establishment of the amended entry declaration (annex 9: letter of 27.4.1961; annex 10: amended entry declaration).

On 12 June 1961, we drew the attention of the ONUC Claims Board to the problem of duty (annex 11); to date we have not been able to obtain any reply either to this correspondence or to the correspondence sent previously.

Meanwhile, the sum of 484,164 frs., due from the Indonesian ONUC battalion, had been included in the decadal summary drawn up by Customs N'Djili (Customs voucher No. 33/201 of 30.4.61, total amount 818,550 frs., paid by our cheque No. L.358.267 of 10.5.61

drawn on the Banque du Congo and debited on 19.5.61).

We should be very much obliged if you would pay us the sum of 484,164 frs., the sum paid for the account of the Indonesian battalion.

Awaiting your reply, we remain, yours....etc.

J. NAVEAU
Head of Administrative Division

J. ANNEZ de TABOADA
Director

SABENA
African Headquarters
Leopoldville

Leopoldville/N'Djili

Ref: WM/JM/10s:833

12 September 1961.

For attention of Mr. Bernard
Chief Procurement Officer.

Dear Sirs,

Subject: Import of Swiss Watches by ONUC Indonesian Battalion.

Following the various conversations that we have had the honour to hold on this subject, and in order to supplement your information, we beg to recapitulate below the history of this matter.

The Officer Commanding the Indonesian battalion of the ONUC Forces in the Congo, imported six hundred Swiss watches at the request of his men and for their use.

This consignment, carried out by Messrs. SALT GONDRAND Bros. of Geneva and addressed to the "Indonesian Contingent, United Nations Forces Leopoldville", was the subject of SWISSAIR Flight Bill of Lading No. 085/1693768 (annex 1). It was sent from Geneva to Leopoldville by flight 525 on 3 March 1961.

Originally this consignment was to go from Leopoldville to Matadi (cf. annex 2 SABENA Flight Bill of Lading No. 3105487 Leopoldville-Matadi) to be put on board the ship repatriating these troops.

However, as a result of the tense political situation in the Congo, and more particularly of the incidents that occurred in Matadi at the beginning of March between ONUC troops and the Congolese army, the Indonesian contingent did not embark at Matadi but had to return to its own country via KAMINA and DAR EL SALAM.

Before leaving Leopoldville, Major HARSOJO came to our office. According to information received later, he had tried to

obtain freedom from duty for this consignment of watches and had in particular approached Procurement so as to have an official attestation made out for this purpose. This document was refused.

However, instructing our office to clear the consignment through Customs, Major HARSOJO presented a document dated 20 March 1961 which requested freedom from duty (annex 3). It should be noted that by forging this document, this officer was acting with full knowledge of the facts and was usurping powers that are the sole prerogative of ONUC Procurement, for the purpose of escaping taxation.

On 20 March 1961 our office therefore drew up a home use entry declaration (annex 4), to which was attached the attestation on official UN paper.
The correctness of this home use entry declaration was not contested and it was the basis for the collection of duty; nevertheless, in consideration of the document attached, the watches were cleared through Customs without payment of duty and delivered to the importers (annex 5 our statement of expenses No. 46.816 of 21.3.61).

On 18 April 1961, the Customs Inspector invited us, as declarers, to file an amended entry declaration (annex 6). We brought this letter to the notice of the Officer Commanding the Indonesian battalion and of ONUC Procurement as soon as it was received (annex7) our letter of 24 April 1961 to ONUC; annex 8 our letter of 24.4.61. to Customs Inspector).

On 27 April the Customs Inspector advised us of the official duty to be paid and of the establishment of the amended entry declaration (annex 9: letter of 27.4.1961; annex 10: amended entry declaration).

On 12 June 1961, we drew the attention of the ONUC Claims Board to the problem of duty (annex 11); to date we have not been able to obtain any reply either to this correspondence or to the correspondence sent previously.

Meanwhile, the sum of 484,164 frs., due from the Indonesian ONUC battalion, had been included in the decadal summary drawn up by Customs N'Djili (Customs voucher No. 33/201 of 30.4.61, total amount 818,550 frs., paid by our cheque No. L.358.267 of 10.5.61

drawn on the Banque du Congo and debited on 19.5.61).

We should be very much obliged if you would pay us the sum of 484,164 frs., the sum paid for the account of the Indonesian battalion.

Awaiting your reply, we remain, yours....etc.

J. NAVEAU
Head of Administrative Division

J. ANNEZ de TABOADA
Director

1. Swiss Airflight: addressed to "Indonesian Contingent, UN Forces Congo: dated 25 Feb, 1961. Shipped on 3 March, 1961

2. Was to be shipped by Sabena to Matadi. (Sabena Flight Bill, dated 4 March, 1961.

3. March 20 - Major Harsojo - in note addressed to Chief Customs Officer; sent given to Sabena, claiming it was for sole use of Indonesian & requested exemption.

4. Sabena drawn up "Une Déclaration Pour La Consumption." 20 March.

5. 18 April, Donane asks Sabena for Annual Declaration.

6. 24 April, Sabena writes Procurement + Indonesian of this request by Donane.

7. 27 April - Donane writes Sabena #4

8. Money paid - 10 May, 1961

Copie Mr. Bernard
Chef de l'Intendance ONUC
Building "Le Royal" Léopoldville
avec l'assurance de notre considération très distinguée

Léopoldville/N'Djili

Le 24 avril 1961.-

Cdt. du Bataillon Indonésien
Building "Le Royal" Léopoldville
avec l'assurance de notre considération très distinguée.

WM/JM/103.499.-

Monsieur le Contrôleur des Douanes
Bureau de Léo/Aéro
N'Djili

Monsieur le Contrôleur,

Concerne: Votre lettre du 18 avril 1961.-

Nous avons bien reçu votre lettre par laquelle vous nous invitez à déposer une déclaration rectificative pour la régularisation de la déclaration pour la consommation n° 30.0862 du 20-3-61.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du décret du 29 janvier 1949, nous avons établi une déclaration pour la consommation, dont l'exactitude ne peut être contestée et qui formait titre pour la perception des droits. Il y était joint une attestation dûment signée par notre mandant, et sur base de laquelle vos services ont accepté l'importation des marchandises sous le régime que vous avez déterminé.

Désireux de voir cette question se régler rapidement, nous vous serions très obligés de nous faire parvenir copie de la décision n° 33/947 du 8 avril 1961 de Monsieur le Directeur, Chef de Service des Douanes à Léopoldville.

Par même courrier, nous transmettons copie de votre lettre au Commandant du Bataillon Indonésien de l'ONUC, en lui demandant de prendre contact avec vos services.

Dans l'attente de vous lire, veuillez agréer, Monsieur le Contrôleur, l'assurance de notre haute considération.

W. MINE.
Chef Adjoint de la
Division Administrative.

J. NAVEAU.
Chef de la Division
Administrative.

cc. L.E.
L.E.TER.FR.

file 2-17

HQ ONUC (LOGS) 137/1

12 April 1

Liaison Officer, Indonesian Contingent

Chief Logistics Officer

IMPORTATION OF WATCHES BY INDONESIAN CONTINGENT

INFO: Chief Administrative Officer
Chief Procurement Officer
Chief Liaison Officer
A.D.C. to the Force Commander

1. I am in receipt of your letter No. 79/10 dated 11 April 1961 on the above subject.

2. The fact of your having corresponded with the Congolese Customs Authorities requesting exemption from customs duties on the watches in question does not by itself mean that the request has been granted to you, unless you have documents to prove to the contrary.

3. You were correctly informed by the Procurement Branch of this HQ that since these watches were purely for the use of the Indonesian Contingent and also since all documentation for obtaining them had been done without the knowledge of this HQ, the ONUC authorities were not responsible for clearing this consignment from the local customs authorities.

4. In this transaction you have also disregarded the Rules and Regulations of the UN in the Congo concerning the obtaining of articles for the common good only through the PX Authorities. Any articles obtained solely for the use of a particular Contingent without the sanction of ONUC authorities has to be governed by local customs rules. Consequently, and also since you have been approaching a certain Belgian Official directly who is apparently dealing with such matters on behalf of local Congolese Customs Authorities, claims for customs duties in this instance, of necessity, becomes either the responsibility of your Contingent or that of your Government.

/.....

2-B

HQ ONUC (LOGS) 137/1

12 April 1961

5. I would advise you to look into this problem more closely and take further action in the matter with whichever agency you have been dealing with in the Congolese Customs Department and shall be grateful if you will keep this HQ informed of any further developments in the case.

(NW MADAN) LT-COL
Chief Logistics Officer

9-c

ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7848
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE ONUC LEOPOLDVILLE

No.: 79/10 Leopoldville 11 April 1961.

To : Chief Logistics Officer
From : Indonesian Liaison Officer
Subject: Purchase of 600 Watches

Reference your letter CHUC (LOGS) dated 10 April 1961. In this connection, I wish to give the following information :

After having received notification of the arrival of the 600 Universal watches, ordered from Switzerland by the Indonesian Contingent, I was summoned by the Deputy Chief Procurement Officer, HQ ONUC, from whose explanation I formed the following conclusions -

(a) That the watches can be taken out from the Customs Office free from customs duties only if it is considered as PX merchandise and in that case it must be sold not only to the Indonesian Contingent but to all member contingents. This, of course, is unacceptable ; or

(b) That the watches in question can be considered as transit goods and be handed over to the Indonesians on the very day they are supposed to leave the Congo. As the Indonesian Contingent was previously scheduled to leave Matadi on the 10th of March, arrangements to send these watches from M'Djili to Matadi have been made so that the watches could be handed over on board the ship.

Due to the Matadi incident, repatriation of the Indonesian Contingent have been postponed and in order to get these watches out free from customs duties, I have approached a Belgian official dealing with this matter. He suggested that I will write a letter to the Congolese authorities concerned.(see copy attached)

Concerning the question :" Who will eventually be responsible to pay for the customs duties (in respect of the watches) ?" , it is clearly understood that neither the Indonesian Government nor the Indonesian Contingent will be responsible. We have requested and not forced the Congolese Customs authorities to release these watches free customs duties. The request have been granted favourably. Had they initially refused to act favourably on our request, we could have waited till the scheduled date of departure of the Indonesian Contingent.

Major HARDJO
Indonesian Liaison Officer

cc to : 1. Special Representative of the Secretary General.
2. Commander UN Forces in the Congo.
3. Chief Administrative Officer.
4. Chief Procurement Officer.
5. Chief Liaison Officer.
6. CO Indonesian Contingent.
7. Permanent Representative of Indonesian to the UN, New York.

440/2/2

No. 1742 NN/oi

Ref: C/ADM/440/2/POL

6 April 1

Mr. S.H. Ahmed, Chief Administrative Officer
R. Bernard, Chief Procurement Officer
Customs Clearance of 600 Watches for Indonesian Bn.

The attached Airway Bill (Swissair 085/1693 768) dated 25 February 1961, covering air freight Geneva-Leopoldville, for 600 Watches, was presented by SABENA to Traffic Branch, Procurement Section, for preparation of the necessary "Lettre d'Attestation", certifying that items were for the exclusive use of ONUC.

Our records reveal that this Section has placed no requisition for 600 Watches. Upon enquiries, it was revealed that the purchase of the 600 watches was effected personally by the Indonesian Liaison Officer and the watches were for the personal use of members of the Indonesian Bn. Under these circumstances, this office could not issue a Customs Clearance Certificate.

As the Indonesian Bn. was due to return home via Matadi, it was decided to arrange that the watches are handed over to the Indonesian Contingent on board the vessel. This procedure would eliminate any possible misunderstanding with the Congolese customs authorities. However, this matter was left pending due to the situation at Matadi and the postponement of the departure date of the Indonesian Contingent.

On 1 April 1961, a staff member of the Traffic Branch of this Section, whilst visiting the SABENA Customs Branch at N'Djili Airport, found out that the 600 watches had been cleared from customs without the necessary "Lettre d'Attestation" duly signed by the Chief Procurement Officer. In this connection, it should be noted

2/...

that the Chief Procurement Officer's is the only signature acceptable by the Customs Authorities. Further investigation by the staff member reveals that the watches were cleared from customs upon presentation of a letter signed by the Indonesian Liaison Officer on behalf of the Indonesian Sh. Commander and addressed directly to the Chief Customs Officer, Tanjili (copy attached). The staff member was, however, informed that in reconsidering the case, the Customs Authorities had decided to claim the sum of 10,000.- representing import duties for the 500 watches. On questioning the customs official as to why they initially accepted the Indonesian Commander's signature for the clearance of the watches, advice was received that, on the basis of existing Local Customs Regulations, such cases could be reconsidered within a period of three years.

The above information is passed to you for any action you may deem necessary.

2-D

COPY

20 March 1961

No: 72/LO

Dear Sir,

This is to certify that the Six Hundred (600) Universal Watches bought by the Indonesian Contingent ONUC, from Switzerland, are for the exclusive use of members of the Indonesian Contingent only.

Exemption from customs duties will be highly appreciated.

Yours truly,

(Sgd) Major Harsojo
for Indonesian Contingent
Commander

The Chief Customs Officer
NDJILI

2-D

COPY

20 March 1961

No: 72/LO

Dear Sir,

This is to certify that the Six Hundred (600) Universal Watches bought by the Indonesian Contingent ONUC, from Switzerland, are for the exclusive use of members of the Indonesian Contingent only.

Exemption from customs duties will be highly appreciated.

Yours truly,

(Sgd) Major Harsojo
for Indonesian Contingent
Commander

The Chief Customs Officer
NDJILI

#3

ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

20 March 1961

No: 72/LO

H862
/3

Dear Sir,

This is to certify that the Six Hundred (600) Universal Watches bought by the Indonesian Contingent ONUC, from Switzerland, are for the exclusive use of members of the Indonesian Contingent only.

Exemption from customs duties will be highly appreciated.

Yours truly,

Indonesian Contingent Commander

The Chief Customs Officer
NDJILI

Air Waybill — SWISSAIR

085/1693768

Not negotiable

Air Consignment Note

Issued by Swiss Air Transport Co., Ltd., Zurich, Switzerland
Member of IATA (International Air Transport Association)

154

DESTINATION (Airport of) LEOPOLDVILLE

CONSIGNED TO: Commander Indonesian Contigent UNITED NATIONS FORCES

STREET ADDRESS:

CITY AND COUNTRY: LEOPOLDVILLE / Congo

ALSO NOTIFY:

NO. OF PACKAGES	METHODE OF PACKING	NATURE AND QUANTITY OF GOODS	MARKS AND NUMBERS	DIMENSIONS OR VOLUME	GROSS WEIGHT (Specify Kilos or Lbs)
6 1	valises valise	600 ..ATONES FREIGHT PREPAID	Adresse Ind. Contigent UNITED NATIONS FORCES LEOPOLDVILLE No. 1-7		160.—

Origin: Switzerland

place RESERVEE pour vol SN 525 de jeudi prochain

Documents to accompany Air Waybill: instructions for the consignee

SHIPPER'S DECLARED VALUE (specify currency)
For Customs: 93640.— SWFr.
For Carriage: NVD

METHOD OF ROUTING AND CHARGES – Agreed stopping places are those places (other than the places of departure and destination) shown under Air Carriage, and/or those places shown in carrier's timetables as scheduled stopping places for the route. SEE CONDITIONS ON REVERSE HEREOF.

SHIPPER MUST INSERT ITEM NUMBER CHARGEABLE TO SELF

AIR CARRIAGE

Departure (Airport of): ~~XXXXXXXX~~ GVA (Address of First carrier)

			CHARGEABLE WEIGHT (Specify Kilos or Lbs)	RATE CLASSIFICATION	RATES	PREPAID
1. To LEOPOLDV.	First Carrier	SN 525/	160 NOR		9.40	1504.—
2. To	Carrier					
3.	Carrier					
4. To	Carrier					
uation Charge	from	to				
5. Valuation Charge	from	to				

6. Insurance (only to be filled in if an order for insurance is given to the carrier): Amount requested (specify currency)

Other Charges (specify):
7. Origin: access. charges — 1.50
8.
9.
10.
11. Transit
12. Destination
13.
14.
15.
16. C.O.D. fee
17. Shipper's C.O.D.

Shall breakage be included?

DF 46816 Cf/Cont — 5435 Fs

CHARGEABLE TO CONSIGNEE

Currency	Amounts in currencies as charged	Amounts in currency at destination
FREIGHT PREPAID		

Exp. Lot 1/61

SHIPPER'S C.O.D. IN WORDS

Totals: 1505.50

The shipper certifies that the particulars on the face hereof are correct and agrees to the conditions on the reverse hereof.

Name of shipper: SAIT GONDRAND FR...S

Address: 1-3 rue de Chantepoulet, GENEVE (Phone)

Signature of shipper: SAIT GONDRAND FRE... GENEVE

By Broker/Agent: 3/4255/Vu-MV

Carrier certifies above described goods were received for carriage subject to the conditions on the reverse hereof, the goods then being in apparent good order and condition except as noted hereon.

Executed on: GENEVA (Date) at 25.2.1961 (Place)

Name and Address of Issuing Carrier's Agent

Signature of Issuing Carrier or Agent

AGE... FRET
...V. 1961
SWISSAIR

12 Copies of this Air Waybill/Consignment Note have been completed of which Copies 1, 2 and 3 are originals and have the same validity.

Received in good order and condition at ..... (Place) on ..... (Date)

Signature of Consignee or his Agent

Form 1058 1.59 100.000

No. 4 — Copy (Delivery Receipt) — Terminal Company's copy

085/1693768

Lettre de Transport Aérien — Luchtvrachtbrief

NON NEGOCIABLE — NIET VERHANDELBAAR

№ 3105187

Émise par / Uitgegeven door S. A. **SABENA** N. V. 082

EX LTA 085/1693768

Membre de l' / Lid van INTERNATIONAL AIR TRANSPORT ASSOCIATION (I.A.T.A.)

LIGNES AERIENNES BELGES — BELGISCHE LUCHTLIJNEN
35, RUE CARDINAL MERCIER — KARDINAAL MERCIERSTRAAT, 35
BRUXELLES - Belgique — R.C.B. 3872 H.R.B. — BRUSSEL - België

Aéroport de Destination / Luchthaven van Bestemming: MATADI

DESTINATAIRE / BESTEMMELING: MOUV MINT CONTROLE C.N.U. — RUE / STRAAT — N°

LOCALITE — PAYS / WOONPLAATS — LAND

POUR CONTIGENT INDONESIEN

AVISER EGALEMENT / EVENEENS TE VERWITTIGEN: MATADI

Nombre de colis / Aantal colli	Mode d'emballage / Wijze van verpakking	NATURE ET QUANTITE DE LA MARCHANDISE / AARD EN HOEVEELHEID DER GOEDEREN	Marques et numéros / Merken en nummers	Dimensions ou volume / Afmetingen of Inhoud	Poids brut / Bruto Gewicht
6 VALISES 1 CAISSE 7 COLIS		600 MATCH S EX LTA 085/1693768 MK 178 3/3/61.			160 KGS

Valeur déclarée par l'expéditeur / Waarde aangegeven door de verzender

Pour le douane / Voor de douane	Pour le transport / Voor het vervoer
93640 SWFR	93640 SWFR

CI JOINT 1 NV LOPPE

MODE D'ACHEMINEMENT ET FRAIS — WIJZE VAN VERVOER EN KOSTEN

TRANSPORT AERIEN - LUCHTVERVOER

Aéroport de Départ / Luchthaven van Vertrek: LEOPOLDVILLE

Adresse du premier transporteur / Adres van de eerste vervoerder

Route / Reisweg	Transporteur / Vervoerder	Poids taxable / Belastbaar gewicht	Taux / Tarief	Frais à payer par l'expéditeur / Te betalen door de verzender	Frais à payer par le destinataire / Te betalen door de bestemming
1. à / naar MATADI	Premier Transporteur / Eerste Vervoerder AIR CONGO	160K	Q	10	1600,—
2. à / naar	Transporteur / Vervoerder				
3. à / naar	Transporteur / Vervoerder				

FRAIS BASES SUR LA VALEUR — KOSTEN OP BASIS VAN DE WAARDE

4. DE/VAN ... A/NAAR ...

DE/VAN ... A/NAAR ...

ASSURANCE / VERZEKERING — Montant en lettres — Bedrag in letters

Payable à / Betaalbaar aan

7. AU DEPART - BU HET VERTREK			
8.	LTA	15	
9.	MANIPULATION	20	POUR ACQUIT.
10.			
11. DE TRANSIT - TRANSITO			
12. A DESTINATION - BU AANKOMST	DF 116 876 ci joint	→ 135 Fr	
13.			
14.			
15.			X
16. Frais d'encaissement du C.O.D. - Inningskosten van het C.O.D.			
17. C.O.D. EN CHIFFRES / IN CIJFERS		→	
TOTAL / TOTAAL			

C.O.D. — A remboursé à l'expéditeur / Aan de verzender te betalen — Montant en lettres — Bedrag in letters

L'expéditeur certifie que les indications ci-dessus sont exactes et qu'il accepte les CONDITIONS STIPULEES AU VERSO des exemplaires originaux.

Verzender verklaart dat bovenstaande mededelingen juist zijn en dat hij de VERVOERSVOORWAARDEN VERMELD OP DE KEERZIJDE van de originele vrachtbrief kent en aanvaardt.

EXPEDITEUR / VERZENDER

ADRESSE / ADRES: L. .FR. POUR SAIT COMBRAND FR RES

SIGNATURE DU EXPEDITEUR / HANDTEKENING OF STEMPEL VAN DE VERZENDER: J. J. NV. DR. CHANTEPOULET GEN VE

AGENT / COURTIER / AGENT/MAKELAAR

Le transporteur déclare que les marchandises désignées ci-dessus, à transporter conformément aux CONDITIONS STIPULEES AU VERSO des documents originaux, ont été reçues aux fins et sous réserves indiquées ci-dessus et bien état apparent, sauf réserve écrite.

Vervoerder verklaart dat de hierboven omschreven goederen, TE VERVOEREN VOLGENS DE VOORWAARDEN VERMELD OP KEERZIJDE van de originele vrachtbrief, op hoogstens vermelde plaats en datum ontvangen zijn, uitgezien in goede staat, behalve en zoover van protesten vrijgesteld.

FAIT A / GEMAKT TE: LEO NDJILI — LE / OP: 4/3/61

Nom et adresse de l'Agent du Transporteur qui émet le L.T.A. / Naam en adres van de agent van de vervoerder die de LVB uitgeeft: AIR CONGO NDJILI

Signature du Transporteur — de l'agent qui émet le L.T.A. / Handtekening van de Vervoerder of de Agent die de LVB uitgeeft

Copie № 4

Des 3 exemplaires de la présente L.T.A. qui ont été établis, les exemplaires 1, 2, 3 sont des ORIGINAUX et ont la même validité.
Van de 3 exemplaren die van onderhavige L.V.B. werden opgemaakt, zijn exemplaren 1, 2 en 3 de ORIGINELEN en hebben dezelfde geldigheid.

Accusé de réception / Ontvangstbewijs.

RECU EN BON ETAT A ... LE ...
ONTVANGEN IN GOEDE STAAT TE ... DEN ...

Signature du destinataire ou de son mandataire / Handtekening van de bestemmeling of zijn mandataris

Aipo 4588 — Leopoldville